



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/C.5/45/77
21 juin 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 128 de l'ordre du jour

REGIME DES PENSIONS DES NATIONS UNIES

1

Note du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale le texte d'une note du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications (UIT) concernant le régime des pensions des Nations Unies.

Point 128 de l'ordre du jour

Note du Secrétaire général de l'Union internationale
des télécommunications

DECISION PRISE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNION
INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS A SA QUARANTE-SIXIEME
SESSION, CONCERNANT LA PROTECTION DU POUVOIR D'ACHAT DES
PENSIONS SERVIES PAR LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU
PERSONNEL

Introduction

Le présent document résume les décisions prises par les organes directeurs de l'Union internationale des télécommunications (UIT) concernant la protection du pouvoir d'achat des pensions servies par la Caisse commune des pensions du personnel.

Rappel des faits

La Conférence de plénipotentiaires de l'UIT s'est pour la première fois intéressée à la question des pensions en 1973, date à laquelle elle a adopté sa recommandation No 3 (voir annexe 1) dans laquelle elle demande à l'Assemblée générale des Nations Unies de mettre tout en oeuvre pour maintenir le pouvoir d'achat des pensions.

Le Conseil d'administration a par la suite, à plusieurs reprises, réitéré sa vive préoccupation concernant les fluctuations de la valeur des pensions dans de nombreuses résolutions et particulièrement dans la résolution No 61, adoptée par la Conférence de plénipotentiaires en 1982 (annexe 2).

Malgré les nombreux efforts déployés tant par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel que par les organes délibérants de l'Assemblée générale des Nations Unies, la situation des fonctionnaires prenant leur retraite dans des pays à monnaie forte laisse toujours à désirer. C'est pourquoi le Conseil d'administration a adopté, entre 1984 et 1989, toute une série de résolutions (portant les numéros 917, 932, 956, 963, 978 et 985 et reproduites à l'annexe 3) qui ont été dûment transmises soit à l'Assemblée générale des Nations Unies - c'est le cas pour les résolutions No 917, adoptée en 1984, et No 932, adoptée en 1985 - soit au Comité mixte.

En 1989, à sa réunion la plus récente, la Conférence de plénipotentiaires a examiné un plan d'assurance pour la protection du pouvoir d'achat des pensions (APPAP) mis au point par le secrétariat de l'Union sur ordre du Conseil d'administration. La Conférence a alors adopté sa résolution No 43 (annexe 4) et le Conseil d'administration a donné suite à cette dernière en adoptant sa résolution No 997 (annexe 5), qui a été, elle aussi, communiquée à l'Assemblée générale des Nations Unies.

/...

Situation actuelle

A sa quarante-sixième session, qui s'est achevée ce mois-ci, le Conseil d'administration, en application des instructions que lui avait données la Conférence de plénipotentiaires à sa dernière session, a adopté sa résolution No 1015 (annexe 6) par 23 voix contre 8, avec 9 abstentions.

Conclusion

Comme l'a décidé le Conseil d'administration, le plan APPAP n'est pas encore entré en vigueur et ne sera pas appliqué si l'Assemblée générale, à la session ordinaire qu'elle doit tenir dans le courant de l'année, décide de prendre des mesures offrant une protection comparable. Le Conseil d'administration montre par là combien l'UIT est attachée au régime commun des Nations Unies et préfère que des solutions soient trouvées pour l'ensemble du système. Par ailleurs, le plan APPAP ne saurait être jugé incompatible, du point de vue juridique, avec la notion de régime commun.

Annexes jointes : 6

ANNEXE 1

Recommandation No 3

AJUSTEMENT DES PENSIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Rappelant la résolution No 5 adoptée par la Conférence de plénipotentiaires de Montréux (1965) au sujet de l'assimilation au régime commun des Nations Unies,

Avant examiné le rapport du Comité des pensions du personnel de l'UIT (document No 35) traitant de l'ajustement des pensions,

Demande à l'Assemblée générale des Nations Unies de tenir compte des objectifs résumés ci-après :

1. L'ajustement rapide des pensions versées;

a) Pour restaurer, dans toute la mesure du possible, le pouvoir d'achat des pensions à un niveau équivalent à celui qu'il avait avant mai 1971;

b) Pour maintenir ce pouvoir d'achat en ajustant les pensions dans les plus courts délais possible;

2. L'examen de mesures provisoires d'urgence destinées à compenser les pertes subies par les pensionnés depuis mai 1971 et à éviter des pertes similaires pour les bénéficiaires de prestations autres que les pensions;

Demande instamment à l'Assemblée générale des Nations Unies de faire tout son possible pour garantir que soient prises des mesures urgentes et ininterrompues permettant d'atteindre ces objectifs.

ANNEXE 2

Résolution No 61

AJUSTEMENT DES PENSIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Rappelant la recommandation No 3 adoptée par la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) au sujet de l'ajustement des pensions,

Ayant examiné le rapport du Comité des pensions du personnel de l'UIT, lequel note que les mesures adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies sont conformes à la recommandation No 3,

Préoccupée par les incertitudes qui pèsent sur le niveau des pensions du fait des imperfections du système actuel et des modifications qui pourraient y être apportées ultérieurement ainsi que des conséquences des fluctuations monétaires et de l'inflation,

Charge le Conseil d'administration de suivre attentivement l'évolution de cette question en vue de s'assurer que le niveau des pensions soit maintenu et de prendre, si besoin est, les mesures qu'il jugera appropriées pour ce faire.

ANNEXE 3

Résolution approuvée par le Conseil d'administration à sa
trante-neuvième session (1984)

Résolution No 917

REGIME DES PENSIONS DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS
DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Le Conseil d'administration,

Rappelant que la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982), par sa résolution No 61, s'est déclarée : "préoccupée par les incertitudes qui pèsent sur le niveau des pensions du fait des imperfections du système actuel et des modifications qui pourraient y être apportées ultérieurement ainsi que des conséquences futures des fluctuations monétaires et de l'inflation", et a chargé le Conseil d'administration de l'UIT : "de suivre attentivement l'évolution de cette question en vue de s'assurer que le niveau des pensions soit maintenu et de prendre, si besoin est, les mesures qu'il jugera appropriées pour ce faire",

Avant examiné le rapport du Comité des pensions du personnel de l'UIT qui relève que l'Assemblée générale des Nations Unies demande l'étude de mesures visant à une réduction des prestations actuelles des participants à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies,

Préoccupé par les incertitudes qui pèsent ainsi sur le niveau des pensions des participants présents et futurs, du fait de modifications envisagées dans le système des pensions et dans le niveau de la rémunération servant à les déterminer,

Décide d'attirer l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies, du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et de la Commission de la fonction publique internationale sur son inquiétude concernant le niveau des prestations et l'avenir de la Caisse et sur son espoir que les mesures qui seront adoptées pour rétablir l'équilibre actuariel ne continueront pas à diminuer le niveau des prestations mais porteront également sur l'accroissement des ressources par l'augmentation des contributions et par l'amélioration à long terme du rendement réel des investissements de la Caisse,

Charge le Secrétaire général de porter cette résolution à l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies, du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et de la Commission de la fonction publique internationale,

Résolution approuvée par le Conseil d'administration à sa
quarantième session (1985)

Résolution No 932

REGIME DES PENSIONS DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS
DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Le Conseil d'administration,

Rappelant que la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982), par sa résolution No 61, s'est déclarée : "préoccupée par les incertitudes qui pèsent sur le niveau des pensions du fait des imperfections du système actuel et des modifications qui pourraient y être apportées ultérieurement ainsi que des conséquences futures des fluctuations monétaires et de l'inflation", et a chargé le Conseil d'administration de l'Union internationale des télécommunications "de suivre attentivement l'évolution de cette question en vue de s'assurer que le niveau des pensions soit maintenu et de prendre si besoin est les mesures qu'il jugera appropriées pour ce faire",

Ayant examiné le rapport du Comité des pensions du personnel de l'Union internationale des télécommunications qui relève que, parmi les mesures qui avaient été proposées par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies en vue d'éliminer le déficit actuariel de la Caisse, l'Assemblée générale des Nations Unies n'a retenu et décidé de mettre en application au 1er janvier 1985 que celles des mesures qui aboutissaient à une réduction des prestations versées aux participants à la Caisse commune mais qu'elle ne s'est pas prononcée notamment au sujet de la proposition d'augmentation à 24 % des contributions à la Caisse, mesure qui constituait l'élément majeur dans le rétablissement de l'équilibre actuariel de la Caisse,

Notant que de nombreux recours déposés par des fonctionnaires et des retraités font naître des incertitudes quant à l'applicabilité des décisions prises,

Préoccupé par les conséquences négatives de ces décisions sur le niveau des pensions des participants présents et futurs, du fait des modifications introduites dans le système des pensions et dans le niveau de la rémunération servant à les déterminer,

Décide d'attirer, une fois de plus, l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies, du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et de la Commission de la fonction publique internationale :

a) Sur son inquiétude concernant le niveau des prestations et l'avenir de la Caisse;

b) Sur son espoir que les mesures qui seront adoptées pour rétablir l'équilibre actuariel ne continueront pas à diminuer le niveau des prestations

mais porteront désormais sur l'accroissement des ressources par l'augmentation des contributions et par l'amélioration à long terme du rendement réel des investissements de la Caisse;

c) Sur l'importance, du fait de la réduction du niveau du traitement considéré aux fins de la pension, d'introduire des mesures intérimaires équitables afin de sauvegarder les droits acquis des fonctionnaires;

Charge le Secrétaire général de porter cette résolution à l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies, du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et de la Commission de la fonction publique internationale.

Résolution approuvée par le Conseil d'administration à sa
quarante et unième session (1986)

Résolution No 956

REGIME DES PENSIONS DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU
PERSONNEL DES NATIONS UNIES - RAPPORT SUR LES DECISIONS
QUI POURRONT ETRE PRISES PAR LA QUARANTE ET UNIEME SESSION
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

Le Conseil d'administration,

Vu

1. Les objectifs antérieurement fixés par le Comité des pensions du personnel de l'UIT contenus dans le rapport que le Conseil d'administration a présenté à la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982) au sujet du niveau des pensions;

2. Les dispositions de la résolution No 61 de la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982) chargeant le Conseil d'administration de l'UIT de suivre attentivement l'évolution de la question de l'ajustement des pensions "en vue d'assurer que le niveau des pensions soit maintenu et de prendre, si besoin est, les mesures qu'il jugera appropriées pour ce faire",

Charge le Secrétaire général

1. D'établir, pour la quarante-deuxième session du Conseil d'administration de l'UIT, un rapport sur les mesures adoptées par la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies;

2. De proposer des objectifs dont le Comité des pensions et les représentants de l'UIT au Comité mixte devraient tenir compte lors de l'examen du niveau des contributions et des prestations, en prenant en considération les objectifs fixés par la Conférence de plénipotentiaires.

Résolution approuvée par le Conseil d'administration à sa
quarante-deuxième session (1987)

Résolution No 963

REGIME DES PENSIONS DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU
PERSONNEL DES NATIONS UNIES - ETUDE DES MESURES A PRENDRE
POUR L'AJUSTEMENT DES PENSIONS

Le Conseil d'administration.

Vu les objectifs antérieurement fixés par le Comité des pensions du personnel de l'UIT contenus dans le rapport que le Conseil d'administration a présenté à la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982) au sujet du niveau des pensions,

Constatant d'une part que malgré ses préoccupations déjà exprimées en 1985, dans sa résolution No 937 (CA40), au sujet des décisions prises par l'Assemblée générale qui se traduisaient par une dégradation systématique des retraites, de nouvelles décisions défavorables ont été prises au cours de la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Constatant d'autre part que, dans sa résolution No 932, la quarantième session du Conseil d'administration a attiré, sans succès, l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies, du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et de la Commission de la fonction publique internationale, sur son inquiétude concernant le niveau des prestations et l'avenir de la Caisse,

Ayant pris note que le rapport du Secrétaire général (document CA42/6634), demandé par la résolution No 956 (CA41) du Conseil d'administration, fait état :

a) D'une nouvelle dégradation des prestations de la Caisse qui affectera le niveau des pensions pour le personnel des catégories professionnelle et supérieures à la suite des décisions prises par la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies;

b) Des graves préoccupations du personnel de ces mêmes catégories à la suite de la dépréciation persistante du dollar qui affectera les fonctionnaires de l'Union qui prendront leur retraite ces prochaines années dans des pays où la monnaie est forte par rapport à celle des Etats-Unis,

Charge le Secrétaire général d'étudier et de soumettre à l'attention de la quarante-troisième session du Conseil d'administration des solutions lui permettant de prendre les mesures appropriées en vue de rétablir le niveau des pensions, conformément à la résolution No 61 de la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982) et compte tenu de l'évolution dans le système commun.

Résolution approuvée par le Conseil d'administration à sa
quarante-troisième session (1988)

Résolution No 978

PENSIONS

Le Conseil d'administration,

Considérant la résolution No 61 adoptée par la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982) relative à l'ajustement des pensions,

Rappelant que, par les résolutions No 917, 932 et 956 adoptées à ses trente-neuvième, quarantième et quarante et unième sessions, le Conseil d'administration a essayé d'attirer l'attention des autorités compétentes du système commun sur son inquiétude au sujet du niveau des prestations et de l'avenir de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies,

Ayant pris acte du résultat de l'étude effectuée par le Secrétaire général en application de la résolution No 963 adoptée par le Conseil d'administration à sa quarante-deuxième session,

Reconnaissant que, parmi les solutions envisagées dans cette étude, celle relative à une assurance pour la protection du pouvoir d'achat des pensions constitue un moyen de régler un problème auquel le Conseil d'administration recherche une solution depuis près de 20 ans,

Reconnaissant en outre que la solution adoptée ne devrait pas être incompatible avec les prérogatives et les décisions de l'Assemblée générale des Nations Unies relatives aux règlements de la Caisse et à leur application,

Considérant qu'en vertu du mandat que lui a confié la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982) dans la résolution No 61, le Conseil d'administration est chargé de prendre les mesures appropriées pour ce faire,

Décide de charger le Secrétaire général de soumettre à la quarante-quatrième session du Conseil des projets de règles précises concernant un plan d'assurance pour la protection du pouvoir d'achat des pensions et une documentation financière et juridique correspondante, ainsi que les renseignements disponibles au sujet des pratiques d'autres institutions en vue de leur transmission, le cas échéant, à la prochaine Conférence de plénipotentiaires (Nice, 1989), avec une recommandation appropriée et un compte rendu des dispositions prises en application de la résolution No 61 (Nairobi, 1982).

Résolution approuvée par le Conseil d'administration à sa
quarante-quatrième session (1989)

Résolution No 985

PENSIONS

Le Conseil d'administration,

Considérant la résolution No 61 adoptée par la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982) relative à l'ajustement des pensions qui faisait suite à la recommandation No 3 adoptée par la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973),

Rappelant que, par les résolutions No 917, 932 et 956 adoptées à ses trente-neuvième, quarantième et quarante et unième sessions, le Conseil d'administration a attiré l'attention des autorités compétentes du système commun sur son inquiétude au sujet du niveau des prestations et de l'avenir de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies,

Avant pris note

a) Du résultat de l'étude effectuée et publiée dans le document 6764/CA43 par le Secrétaire général, en application de la résolution No 963 adoptée par le Conseil d'administration à sa quarante-deuxième session,

b) Des informations détaillées contenues dans le document 6847/CA44 et son addendum 1, présentées par le Secrétaire général, en réponse à la résolution No 978 adoptée par la quarante-troisième session du Conseil d'administration,

Reconnaissant que l'établissement d'une assurance pour la protection du pouvoir d'achat des pensions telle que proposée dans le document 6847/CA44 peut régler le problème auquel les Conférences de plénipotentiaires et le Conseil d'administration recherchent une solution depuis près de 20 ans,

Reconnaissant en outre que toute solution doit respecter les prérogatives et les décisions de l'Assemblée générale des Nations Unies relatives aux règlements de la Caisse et leur application,

Considérant qu'en vertu du mandat que lui a confié la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982) dans la résolution No 61, le Conseil d'administration est chargé de prendre les mesures appropriées pour ce faire,

Décide de transmettre ce projet d'établissement d'une assurance pour la protection du pouvoir d'achat des pensions à l'organe compétent à New York et à la prochaine Conférence de plénipotentiaires (Nice, 1989), afin de répondre aux préoccupations exprimées depuis la trente-neuvième session et pour donner suite à la résolution No 61 (Nairobi, 1982).

ANNEXE 4

Résolution No 43

Ajustement des pensions

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nice, 1989),

Rappelant la résolution No 61 de la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi (1982), relative à l'ajustement du niveau des pensions,

Avant examiné les rapports du Conseil d'administration, du Secrétaire général et du Comité des pensions du personnel de l'UIT,

Reconnaissant la préoccupation du personnel de l'UIT concernant le niveau des pensions dans le système actuel et les changements qui pourront être apportés à ce système dans l'avenir, ainsi que les effets éventuels des fluctuations monétaires et de l'inflation futures,

Préoccupée par le fait qu'on n'a encore trouvé aucune solution durable qui réponde aux préoccupations exprimées par le personnel à ce sujet,

Préoccupée en outre par le fait que les pensions versées au personnel de l'UIT qui prend sa retraite dans un pays quelconque du monde ne sont pas garanties à un niveau équivalent à celui qui est appliqué à la base du système (New York) et par les incertitudes résultantes qui pèsent lourdement sur le niveau futur des pensions ainsi que par leurs conséquences pour le personnel des catégories professionnelles et supérieures qui prend sa retraite dans des pays à monnaie forte,

Notant que l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé des études sur la rémunération, les conditions d'emploi et les pensions du personnel, et doit prendre des décisions sur ces questions avant la fin de 1990,

Notant en outre que des mesures intérimaires ont été prises dans le cadre du régime commun des Nations Unies pour atténuer l'incidence des fluctuations monétaires, et que ces mesures prendront fin au 31 décembre 1990, et ne constitueront pas un droit acquis,

Réaffirmant le ferme attachement des membres de l'UIT au régime commun des Nations Unies,

Demande instamment au représentant du Comité des pensions du personnel de l'UIT auprès du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que la proposition de plan d'assurance pour la protection du pouvoir d'achat des pensions soit examinée de façon approfondie comme constituant une réponse éventuelle aux préoccupations du personnel de l'UIT et d'insister pour qu'une solution appropriée soit donnée au problème;

Prie instamment tous les membres de l'UIT de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que les préoccupations du personnel de l'UIT soient bien comprises par les représentants des membres qui s'occupent de la politique générale des rémunérations et des conditions d'emploi des fonctionnaires internationaux, afin que ces préoccupations soient prises en considération dans le processus de décision;

Charge le Conseil d'administration

1. De suivre attentivement l'évolution de la situation afin de garantir que les vues de l'UIT soient pleinement et convenablement représentées dans les organes du régime commun responsables des questions touchant aux pensions;

2. De prendre, à sa session de 1991, les mesures appropriées pour assurer au personnel de l'UIT, qui prend sa retraite dans un pays quelconque du monde, des prestations comparables à celles qui sont appliquées à la base du système (New York);

3. D'envisager la mise en oeuvre de tout système de protection du pouvoir d'achat des pensions reconnu compatible avec le régime commun;

Charge le Secrétaire général de communiquer le texte de la présente résolution au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et aux organes de l'ONU responsables des conditions d'emploi et de rémunération du personnel, y compris des pensions.

ANNEXE 5

Résolution approuvée par le Conseil d'administration
à sa quarante-cinquième session (1990)

Résolution No 997

REGIME DES PENSIONS DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL
DES NATIONS UNIES - ETUDE DES MESURES A PRENDRE POUR L'AJUSTEMENT
DES PENSIONS

Le Conseil d'administration,

Rappelant que la résolution No COM5/1 adoptée par la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (Nice, 1989) a été transmise au Comité mixte de la Caisse commune des pensions et aux organes de l'ONU responsables des conditions d'emploi dans le régime commun,

Constatant que la session extraordinaire du Comité mixte des pensions qui s'est tenue à Rome du 20 au 23 février 1990 a reconnu qu'à long terme l'objectif à atteindre serait le revenu de remplacement complet et que, dans ce sens, la proposition de l'UIT fondée sur le principe d'une Assurance pour la protection du pouvoir d'achat des pensions (APPAP) pouvait constituer un moyen adéquat pour y parvenir,

Soucieux que les objectifs visés dans la proposition de l'UIT, tels qu'ils ont été adoptés par sa Conférence de plénipotentiaires (Nice, 1989) soient dûment pris en compte dans les décisions que doit prendre l'Assemblée générale des Nations Unies vers la fin de l'année 1990,

Notant les préoccupations persistantes du personnel de l'Union du fait du climat d'insécurité et d'instabilité qui caractérise le niveau des pensions du système commun, en dépit des multiples interventions faites par tous les organes de l'UIT dès 1972,

Réitérant auprès des organes compétents du système commun sa demande pour qu'une solution durable et équitable soit trouvée, dans les plus brefs délais, en matière de revenu de remplacement avec des prestations qui soient en tous lieux comparables à celles qui sont appliquées à la base du système (New York) et qu'à cet effet, la proposition de l'UIT (APPAP) soit dûment prise en considération,

Décide de charger le Secrétaire général de porter cette résolution à l'attention de la quarantième session du Comité mixte de la Caisse ainsi qu'à celle de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

ANNEXE 6

Résolution approuvée par le Conseil d'administration
à sa quarante-sixième session (1991)

Résolution No 1015

PLAN D'ASSURANCE POUR LA PROTECTION DU POUVOIR D'ACHAT DES
PENSIONS (APPAP)

Le Conseil d'administration,

Considérant la résolution No 43 adoptée par la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (Nice, 1989) ayant chargé le Conseil d'administration :

1. De suivre attentivement l'évolution de la situation afin de garantir que les vues de l'UIT soient pleinement et convenablement représentées dans les organes du régime commun responsables des questions touchant aux pensions;

2. De prendre, à sa session de 1991, les mesures appropriées pour assurer au personnel de l'UIT, qui prend sa retraite dans un pays quelconque du monde, des prestations comparables à celles qui sont appliquées à la base du système (New York);

3. D'envisager de mettre en oeuvre un plan de protection du pouvoir d'achat des pensions qui soit compatible avec le système commun;

Ayant examiné le document No 7132/CA46,

Ayant noté la recommandation No 89 de la Commission de haut niveau,

Réaffirmant le ferme attachement des membres de l'UIT au système commun des Nations Unies,

Constatant que le Comité mixte, lors de sa session extraordinaire qui s'est tenue à Washington du 19 au 22 février 1991, n'a pu arriver à un consensus pour trouver une solution à long terme qui protégerait valablement le niveau des pensions et qu'il a renvoyé l'étude de cette question à sa session du mois de juillet 1991,

Préoccupé par les incertitudes qui pèsent sur le niveau futur des pensions versées par la Caisse et par l'impact des contraintes financières imposées par l'Assemblée générale des Nations Unies sur toute mesure à long terme qu'elle pourrait être amenée à adopter,

Conscient de l'importance que représente pour le futur de l'Union la mise en oeuvre, aussi rapide que possible, des recommandations de la Commission de haut niveau,

/...

Soucieux de s'assurer que l'Union et son personnel disposent de tous les moyens pour ce faire,

Demande de nouveau instamment à la Caisse et à l'Assemblée générale des Nations Unies de décider des mesures propres à assurer une solution adéquate à long terme à ces problèmes.

Demande aussi que tous les membres de l'Union, par l'intermédiaire de leurs représentants auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, se prononcent en faveur d'un règlement équitable du problème des pensions. Les membres devraient informer le Secrétaire général des mesures qu'ils prendront à cet égard,

Décide d'adopter à titre intérimaire le plan d'assurance pour la protection du pouvoir d'achat des pensions (APPAP) tel que décrit dans le document No 7132/CA46, en vue de sa mise en oeuvre le 1er avril 1992, à moins que l'Assemblée générale des Nations Unies ne mette en application des mesures produisant des effets comparables,

Décide en outre qu'en tout état de cause, l'APPAP ne s'appliquera seulement que jusqu'à ce que les décisions de l'Assemblée générale des Nations Unies produisent des effets comparables et qu'aucun droit acquis ne résultera de l'adoption provisoire de l'APPAP,

Charge le Secrétaire général en consultation avec le Président du Conseil d'administration

1. De prendre toutes les mesures administratives et budgétaires nécessaires pour cette mise en oeuvre dans les conditions précitées,
2. De faire rapport à la quarante-septième session du Conseil d'administration (1992) sur les mesures qui auront été prises, leurs effets, ainsi que sur les développements à l'Assemblée générale des Nations Unies et dans la Caisse.
